La Suisse ne peut pas sauver le climat mondial à elle seule !

La loi sur le gaspillage de l'électricité est coûteuse, dangereuse et mensongère. Elle coûtera aux Suisses des centaines de milliards de francs, sans avoir le moindre impact sur le climat mondial.

En effet, les émissions totales de CO_2 de la Suisse ne représentent que **0,1 %** des émissions mondiales de CO_2 !

En outre, la Suisse a réduit ses émissions de CO_2 par habitant d'environ 20 % au cours des 10 dernières années, malgré une croissance démographique massive.
La poursuite de cette évolution permettrait de réduire de moitié les émissions de CO_2 de 1990 d'ici 2030. L'engagement de notre pays en matière d'efficacité par rapport à l'Accord de Paris est ainsi atteint et même dépassé.

Les chiffres le prouvent : notre pays est sur la bonne voie en matière de politique climatique. Une nouvelle loi-cadre avec des pleins-pouvoirs pour le gouvernement et des coûts faramineux pour la classe moyenne est dangereuse.

Plus d'informations sur
www.crise-energie-non.ch

Qualité Suisse
UDC
Pour une Suisse forte

Donc, le 18 juin :

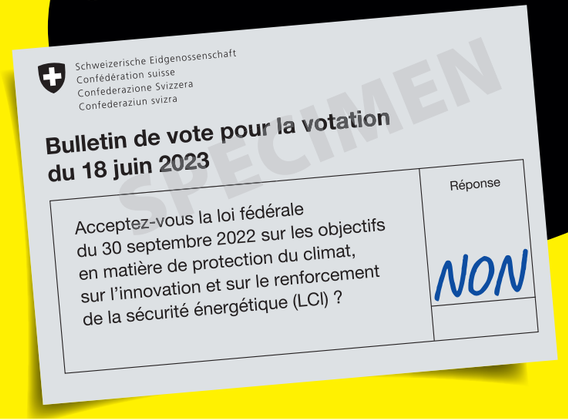
NON
à la loi sur le gaspillage de l'électricité
Loi fédérale sur le climat LCI

Interdire les voitures à essence ?

Détruire la sécurité énergétique ?

Mettre hors-service les chauffages au mazout ?

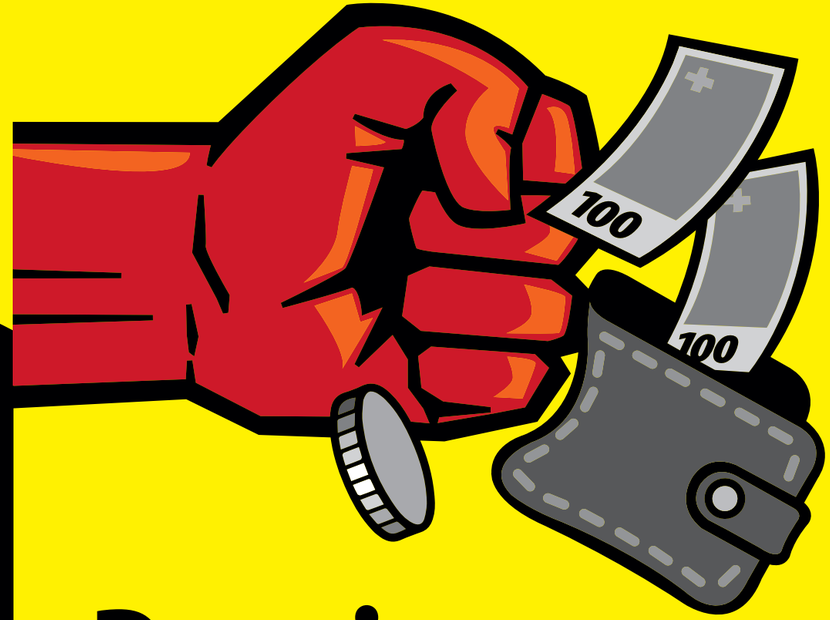
Voici comment voter juste pour une électricité abordable et en quantité suffisante :



Comment nous aider :

- Soutenez notre campagne sur www.crise-energie-non.ch
- Distribuez des flyers dans votre voisinage (à commander sur crise-energie-non.ch)
- Placez une affiche (commandez sur crise-energie-non.ch)
- Suivez-nous sur

UDC Suisse, Case postale, 3001 Berne | www.udc.ch | IBAN: CH13 0023 5235 8557 0102 L



Devoir payer encore plus ?

Qualité Suisse
UDC
Pour une Suisse forte

NON
à la loi sur le gaspillage de l'électricité
Loi fédérale sur le climat LCI

De quoi s'agit-il ?

L'hiver passé a été marqué par un risque permanent et inquiétant d'une pénurie d'électricité. « Nous devons nous doucher à deux, moins chauffer et acheter des bougies » … Ces conseils embarrassants ne résolvent pas le problème de fond : nous sommes confrontés à une grave crise de l'énergie. C'est une conséquence de l'échec de la politique énergétique des Verts, de la gauche et du centre-gauche.

Que nous avait promis l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard (Le Centre) en 2017 ? « L'approvisionnement énergétique est garanti ; la sortie du nucléaire n'est pas un problème ; les coûts par ménage ne s'élèvent qu'à 40 francs par an. » Tout est faux ! Nous avons déjà beaucoup trop peu d'électricité disponible aujourd'hui. C'est pourquoi les prix de l'énergie explosent et renchérissent notre quotidien. Et que fait la majorité du Parlement ? Elle veut une loi qui aggravera encore massivement cette crise énergétique : Avec la loi dite de la « protection du climat », qui est en réalité une loi sur le gaspillage de l'électricité, elle vise à réduire les émissions de CO_2 à zéro. Cela conduit à une interdiction de facto du mazout, du gaz, du diesel et de l'essence, qui représentent 60 % de notre consommation d'énergie.

Conduire une voiture et se chauffer ne seront possibles qu'avec de l'électricité ! Pourtant, nous avons déjà trop peu d'électricité dans toute l'Europe et cette dernière est devenue trop chère. Avec cette nouvelle loi, nous aurons besoin de toujours plus d'électricité, alors que cette dernière nous manque justement !

Conséquences :
Les prix de l'électricité vont massivement augmenter, les coupures de courant et les black-outs vont se produire.

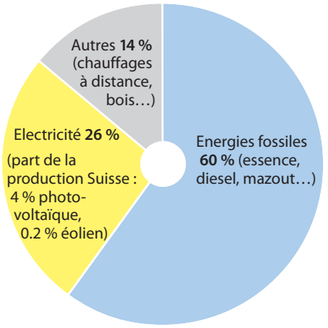
6'600 francs de plus par personne et par an !

Avec la loi proposée, se chauffer et se déplacer ne sera plus possible qu'à l'électricité. Cela implique une augmentation massive des besoins en électricité et des milliers de francs de coûts supplémentaires par ménage par an !

Et qu'est-ce que cela signifie concrètement pour chacun d'entre nous ? Selon une étude de l'EPFL, la loi prévue entraînera un triplement des coûts de l'énergie ! Concrètement, ce sont 6'600 francs supplémentaires qui seront à la charge de chaque personne, chaque année (soit 550 francs par mois).

Avec cette loi, l'électricité et l'énergie et l'énergie deviendront un luxe réservé un luxe réservé aux riches.
Nombre d'entreprises ne pourront plus s'acquitter de leurs factures d'électricité ; faillites et licenciements se succèderont. Les propriétaires immobiliers, quant à eux, devront réaliser des investissements massifs, ce qui fera **augmenter encore les loyers.**

Consommation d'énergie par source d'énergie, 2021



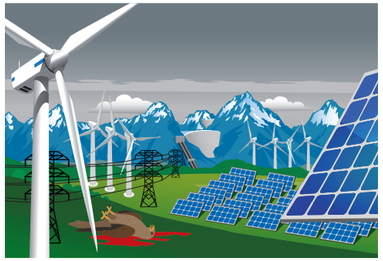
Comme le montre le graphique, seul un quart environ des besoins énergétiques de la Suisse est couvert par l'électricité. Une partie de cette électricité doit déjà être importée aujourd'hui. Seuls 4 % de la production nationale d'électricité sont générés par le photovoltaïque.

Qui ne veut pas payer 6'600 francs de plus par an pour l'énergie vote NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité (LCI)

Défigurer inutilement nos paysages ?

La loi extrême sur le gaspillage de l'électricité prévoit l'interdiction de facto du mazout, du gaz, de l'essence et du diesel, qui représentent aujourd'hui 60 % de notre consommation d'énergie, **ce alors que nous manquons déjà d'électricité !**

Comment produire l'électricité supplémentaire nécessaire ? Comment remplacer quelque 60 % de nos besoins énergétiques par de l'électricité ? Selon les estimations, il nous faudrait 17 centrales de pompage-turbinage supplémentaires du type de la Grande Dixence, environ 5'000 éoliennes et 70 millions de mètres carrés d'installations photovoltaïques !



Cela défigurerait notre paysage de façon inutile et dangereuse. En effet, nous ne pouvons pas stocker suffisamment d'électricité, les besoins en période hivernale ne peuvent de loin pas être couverts par l'énergie solaire et éolienne. D'où proviendra le courant lorsque le soleil ne brillera pas et que le vent ne soufflera pas ? Des centrales nucléaires et des centrales à charbon de nos voisins français et allemands ? C'est aussi absurde que dangereux ; en cas d'urgence, aucun pays ne nous fournira l'électricité nécessaire, car chaque pays pensera d'abord à ses intérêts propres.

« Si nous commencions tout de suite, nous devrions construire un nouveau barrage chaque année jusqu'en 2035. Nous n'avons tout simplement pas assez de vallées appropriées dans notre pays pour de tels ouvrages. » Professeur Züttel, chercheur en énergie

En clair :
la nouvelle loi engendre plus d'insécurité, car elle menace notre approvisionnement énergétique !

Marco Chiesa, Conseiller aux Etats, économiste d'entreprise, président de l'UDC Suisse (TI)

« La loi sur le gaspillage de l'électricité est mensongère : elle promet la sécurité de l'approvisionnement, mais conduit de fait au contraire. Le chauffage et la conduite automobile ne seraient ne seraient plus possibles qu'à l'électricité, ce qui signifie une augmentation massive des besoins en électricité, alors que nous en manquons déjà ! »

Pierre-André Page, conseiller national, agriculteur (FR)

« Cette loi va augmenter les massivement les coûts énergétiques. De nombreuses entreprises verront leurs affaires s'effondrer. Par exemple, les boulangeries disparaîtront une à une. »

Magdalena Martullo-Blocher, Conseillère nationale, entrepreneuse (GR)

« La loi ne résout rien. La consommation d'essence, du diesel, du pétrole et du gaz doit être réduite de moitié en à peine 8 ans. Nous serons contraints de mettre à la casse des voitures en bon état, de mettre hors service des chauffages fonctionnels et nous nous retrouverons sans électricité malgré tout. C'est irresponsable ! »

Jacques Nicolet, conseiller national, agriculteur (VD)

« La loi ne sauvera pas un seul centimètre de glacier ! La Suisse n'est responsable que d'un millième des émissions mondiales de CO_2. Nous ne devons pas détruire notre prospérité au nom d'un climat que nous ne pouvons pas sauver nous-mêmes. »

Céline Amaudruz, conseillère nationale et vice-présidente de l'UDC Suisse (GE)

« Des milliers d'éoliennes, 70 millions de mètres carrés de panneaux solaires, des vallées alpines inondées : la loi sur le gaspillage de l'électricité défigurerait notre pays et sacrifierait inutilement le tourisme. »

Jean-Luc Addor, conseiller national et avocat (VS)

« La loi sur le gaspillage de l'électricité détruira la sécurité de l'approvisionnement. La population subira des hausses massives des coûts et de nombreux interdits sans précédents édictés par l'Etat. »